

Unité départementale du Rhône
63 Avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



TSR – Techniques Surfaces Rew

6 Boulevard Monge
69 330 MEYZIEU
SIRET : 45099115300047

Références : UDR-CRT-2022-046-AC

L'inspecteur de l'environnement	L'adjoint au chef de l'unité départementale	Le chef de l'unité départementale

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement TSR implanté 6 Boulevard Monge 69 330 MEYZIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Techniques Surfaces Rew (TSR) est une filiale du groupe HEF, qui en compte près de 75 dans le monde. TSR est située dans la zone industrielle de Meyzieu depuis 1989.

Employant une trentaine de salariés, TSR est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques destinées principalement aux industries automobile, électrique, hydraulique et aéronautique.

Initialement, 15 lignes de traitement de surfaces étaient en fonctionnement avant d'être rationalisées. Aujourd'hui, TSR compte 5 lignes : ARCOR (traitement thermochimique en bains de sels fondus créée en 2011) / PHOSPHATATION / ZINC / MATOPLASTIE / ARGENTURE

Les activités exercées par TSR sur la commune de Meyzieu sont réglementées au titre de la

législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 22 juin 1998 modifié par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2011 suite à la création de la chaîne de traitement électrochimique. Le site relève des rubriques et régimes suivants au titre de la nomenclature des ICPE:

- 3260 : Autorisation
- 2562-1 ; 2565-1.b ; 2565-2.a : Enregistrement
- 4120-2-b ; 4440-2 ; 4441-2 : Déclaration

L'inspection du 23 mars 2022 est réalisée dans le cadre de l'action régionale "Coup de poing incendie"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Code AIOT dans GUN : 0006104027
- Régime : Autorisation

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action coup de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations . .

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	AM du 4 octobre 2010 – art. 46	/	Sans objet
Maintenance et test	AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 7.4.6	/	Sans objet
Rétention des eaux d'extinction	AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 5.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	AM du 4 octobre 2010 – art. 46	/	1 NC
Maintenance et test	AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 7.4.6	/	1 NC
Rétention des eaux d'extinction	AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 5.3.5	/	1 Obs

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître l'emplacement des stocks produits dans son état des stocks sous 3 mois.

L'exploitant devra justifier de la mise en conformité de ses équipements de détection incendie au 31 septembre 2022.

L'exploitant devra justifier du volume de ces moyens de rétention des eaux incendie sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : AM du 4 octobre 2010 – art. 46
Thème(s) : risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un état des stocks établi par fiche produit. Chacune de ces fiches indique la quantité de produit stockés en containers non entamés et le nombre de containers entamés en circulation dans l'usine. Elle ne précise pas le volume exact de chaque produit, mais un volume légèrement majoré, en considérant les containers entamés comme plein. L'exploitant indique être en train de déployer un logiciel interne de type ERP lui permettant de centraliser ces fiches de stock dans un même logiciel. Il est prévu que le logiciel soit complètement opérationnel en 2024. Les fiches produits sont au format xls et stockées sur des serveurs séparés distants du site. L'exploitant a présenté la fiche de stock de l'acide nitrique. L'état des stocks actuel ne fait pas apparaître la localisation des stocks. M. Teil déclare être en capacité de situer chacun des stocks, mais qu'aucun document ne fait apparaître leur position. Non conformité 1 : Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître l'emplacement des stocks produits dans son état des stocks sous 3 mois. L'exploitant déclare disposer de l'ensemble des fiches de données de sécurité de ses produits.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle. : ressource en eau

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 7.4.2

Thème(s) : risque incendie

Prescription contrôlée :

7.4.2 - Ressources en eau

Des poteaux incendie sont disponibles, sur le site ou le domaine public à proximité de l'établissement, en vue de permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours. Ils assurent un débit global d'au moins 210 m³/h pendant deux heures.

Le test de débit en fonctionnement simultané est réalisé périodiquement par l'exploitant. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Constats :

Le site dispose de 3 poteaux incendies : 1 situé à proximité immédiate du site, devant l'entreprise voisine DS Smith Packaging, 2 situé sur le boulevard Monge, à 150 et 160m de l'entrée du site.

Le poteau incendie à l'entrée du site a été vérifié en septembre 2015 par la société Aquarem. Le débit relevé est de 163m³/h. Cependant, le poteau incendie est jugée non conforme à cause de son orientation rendant son utilisation difficile. De plus, l'exploitant déclare que la société DS Smith Packaging, qui devrait se charger de mettre en conformité le poteau incendie, a refusé de le faire, et ne procède pas à l'entretien des abords du poteau incendie.

Les poteaux incendie situés Boulevard Monge ont été vérifiés par le Grand Lyon en 2016 et 2019, avec des débits d'environ 250m³/h chacun.

Aucune non-conformité n'est relevée.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle. : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 7.4.3

Thème(s) : risque incendie

Prescription contrôlée :

7.4.3 - Matériel de lutte contre l'incendie

En plus des dispositifs ci-dessus, l'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

♦ d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...) ;

♦ d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et des machines électriques ;

♦ d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides inflammables.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et maintenus parfaitement accessibles.

Constats :

L'exploitant a présenté une commande du 17 mars 2022 auprès de SICLI visant à réviser l'emplacement des extincteurs suite à la modification de l'emplacement de certaines lignes de production. La commande fait état de 8 extincteurs à eau, 12 extincteurs à anhydride carbonique et 21 extincteurs à poudre. L'accessibilité et la correspondance des types d'extincteurs et le matériel à protéger a été vérifiée par sondage au cours de la visite de l'installation.

Aucune non-conformité n'est relevée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 7.4.6

Thème(s) : Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les extincteurs feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent

Constats :

L'exploitant a présenté un relevé de contrôle de l'ensemble des extincteurs daté du 30 avril 2021. Les vérifications des plaques des extincteurs faites par sondage sont cohérentes.

Les systèmes de désenfumage ont été vérifiés par SICLI le 29 octobre 2021. Les vérifications des plaques faites par sondage sont cohérentes.

La vérification de la détection incendie a été faite le 9 mars 2022. Les équipements sont dysfonctionnels et l'une des deux zones surveillées (la zone « galvanique », comportant une ligne de revêtement par électrolyse en milieu aqueux et sans liquide inflammable, une ligne de zingage, une ligne de grenaillage, et une cabine de peinture) n'est pas équipée de détection incendie fonctionnelle.

Non conformité 2 : L'exploitant devra justifier de la mise en conformité de ses équipements de détection incendie au 31 septembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 28 septembre 2011 – art. 5.3.5

Thème(s) : Risque incendie

Prescription contrôlée :

Un dispositif de confinement doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 420 m³.

Ce dispositif est maintenu en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

L'exploitant déclare utiliser la zone de rétention sous la ligne de nitruration ainsi que la partie basse de la station de retraitement des effluents aqueux de l'usine, située sous l'atelier de production.

Observation 1 : L'exploitant devra justifier du volume de ces moyens de rétention des eaux incendie sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet